

STATION-SERVICE TOTAL
Aire de service de Bosc-Mesnil
Bosc-Mesnil (76)
Autoroute A28

Lettre de demande

**DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
D'EXPLOITER AU TITRE DES ICPE**

Février 2008

REALISATION DU DOSSIER

Ce dossier a été réalisé par :

- Le bureau d'études **CIEL**, Conseil en Environnement,
Chemin de la Louve - 400, avenue du Golf
83600 FREJUS
Tel : 04 94 52 97 00 - Fax : 04 94 52 97 01

En collaboration avec :

- Le Maître d'Ouvrage **TOTAL France**, représenté par
M. Didier PROST, Responsable Service Construction
Tour Michelet - 24, cours Michelet
92069 PARIS LA DEFENSE Cedex
Tel : 01 41 35 67 62

désigné dans le présent dossier sous les dénominations « la société TOTAL », « TOTAL France » ou tout simplement « TOTAL ».

SOMMAIRE

Identité du demandeur.....	p. 4
-----------------------------------	-------------

Liste des documents joints à la demande d'autorisation.....	p. 5
--	-------------

I. Localisation de l'installation.....	p. 6
---	-------------

II. Situation administrative de l'établissement.....	p. 7
---	-------------

- II.1) Historique
- II.2) Objet de la demande

III. Nature et volume des activités.....	p. 7
---	-------------

- III.1) Capacité de stationnement
- III.2) Services proposés
- III.3) Capacité de stockage de carburants
- III.4) Capacité de distribution de carburants

IV. Classement administratif de l'installation.....	p. 11
--	--------------

- IV.1) Eléments de calcul
- IV.2) Classement des installations de stockage de carburants
- IV.3) Classement des installations de distribution libre-service
- IV.4) Classement des installations de stockage et de distribution de GPL-C
- IV.5) Classement des installations de combustion
- IV.6) Classement des installations de réfrigération et de compression
- IV.7) Tableau récapitulatif des installations concernées par la nomenclature
- IV.8) IOTA relevant de la nomenclature Loi sur l'Eau

V. Caractéristiques des produits pétroliers.....	p. 18
---	--------------

VI. Capacités techniques et financières de l'exploitant.....	p. 19
---	--------------

- V.1) Réalisation des installations
- V.2) Maintenance des installations
- V.3) Rôle de l'exploitant
- V.4) Formation du manager
- V.5) Capacités financières

IDENTITE DU DEMANDEUR

Demandeur :	TOTAL France
Forme juridique :	Société Anonyme
Siège Social :	Tour Michelet - 24, cours Michelet La Défense 10 92069 PARIS LA DEFENSE Cedex
Représentée par :	Monsieur Didier PROST Responsable du Service Construction Téléphone : 01 41 35 67 62
N° d'identification SIRET :	542 034 921 16871
Registre du commerce :	NANTERRE B 542.034.921
Activité :	Distribution de produits pétroliers
Adresse de l'installation :	Autoroute A28 Aire de Bosc-Mesnil 76680 BOSC-MESNIL

Février 2008

Liste des documents joints à la demande d'autorisation

PLANS et CARTES (Hors annexes)

- ◇ Carte - Limite à 1000 m aux abords de la concession
- ◇ 01 - Plan de la concession - limites à 100 m - Echelle 1/2500^{ème}
- ◇ 02 - Plan de la concession - limites à 35 m - Echelle 1/1000^{ème}
- ◇ 03 - Plan de la station-service - Echelle 1/200^{ème}
- ◇ 04 - Bâtiment : Plan de Rez de Chaussée - Echelle 1/100^{ème}
- ◇ 05 - Plan des Installations classées - Echelle 1/200^{ème}

N.B. : Conformément à l'article 3-3° du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, le dossier doit comporter « un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé des égouts existants. ». Cela étant, « une échelle réduite peut, à la requête du demandeur, être admise par l'administration ». C'est pourquoi nous sollicitons l'autorisation de faire apparaître ces renseignements sur un plan à l'échelle 1/1000.

DOSSIERS

- ◇ CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES INSTALLATIONS
- ◇ ETUDE D'IMPACT
- ◇ ETUDE DE DANGERS
- ◇ HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL
- ◇ ANNEXES

I. Localisation de l'installation

L'aire de service de Bosc-Mesnil est située sur l'autoroute A28, sur le territoire de la commune de Bosc-Mesnil, dans le département de la Seine-Maritime (76). Elle est accessible aux usagers empruntant l'A28 dans le sens Rouen-Amiens.



Localisation géographique de l'aire de Bosc-Mesnil - autoroute A28 (extraits GéoPortail)

II. Situation administrative de l'établissement

II.1) Historique

L'aire de service de Bosc-Mesnil accueille une station-service depuis 1993. La concession du site a été accordée par la DDE à TOTAL le 16 juillet 1992 pour une durée de 30 ans. L'autoroute A28 est aujourd'hui gérée par le pôle Exploitation qui lui est dédié à la Direction Interdépartementale des Routes (DIR) du Nord-Ouest.

La station-service TOTAL est actuellement exploitée sous le régime de la déclaration au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Le récépissé de déclaration initial (ETC-78180-0032-1) a été délivré par la sous-préfecture de Dieppe en date du 21 janvier 1993.

En outre, TOTAL a déclaré en 1996 sa volonté de proposer une distribution de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL-C) en installant un réservoir aérien de 5 tonnes et un distributeur. Elle a obtenu récépissé de cette déclaration le 30 octobre 1996 par la sous-préfecture de Dieppe.

II.2) Objet de la demande

Souhaitant augmenter le débit de ses installations de distribution de carburants, TOTAL, conformément aux dispositions en vigueur au titre des Installations Classées, dépose cette demande d'autorisation afin de présenter les modifications nécessaires à l'augmentation du volume distribué.

L'ensemble des dispositions essentielles pour réaliser les infrastructures relatives au stockage et à la distribution de carburants, ainsi que celles relatives aux mesures en place pour annuler les effets et nuisances directes ou indirectes des installations vis-à-vis de l'environnement, ont été prises et sont présentées dans ce dossier.

III. Nature et volume des activités

L'aire de service comprend :

- un bâtiment principal regroupant la boutique TOTAL, un restaurant CROCADE (exploité par TOTAL), un bloc sanitaire et des locaux techniques et administratifs liés au fonctionnement de l'ensemble ;
- une zone de distribution de carburants réservée aux Véhicules Légers, située sous un auvent (12 emplacements de ravitaillement dont 2 avec DAC : distributeur automatique de carburant) ;
- une zone de distribution de carburants distincte, également sous auvent, réservée aux Poids Lourds (2 emplacements de ravitaillement) ;
- diverses zones de stationnement disséminées sur l'aire.

III.1) Capacité de stationnement

Le tableau suivant détaille les capacités d'accueil des parkings de l'aire :

Zone concernée	Capacité d'accueil maximale
Parking devanture boutique	10 places VL
Parkings arrière boutique	25 places VL 32 places PL 15 places caravanes
Ensemble de l'aire	35 places VL 32 places PL 15 places caravanes

Tableau n°1 : détail des places de stationnement disponibles sur le site

III.2) Services proposés

La distribution de carburants se décompose en deux aires distinctes. A leur entrée sur l'aire, les V.L. trouvent sur leur gauche la zone de distribution qui leur est réservée, couverte par un auvent, tandis que les poids lourds doivent contourner cette première aire pour accéder à leur propre aire de distribution, elle aussi couverte par un auvent.

L'ensemble de la distribution fonctionne en libre-service, avec possibilité d'utilisation de cartes bancaires en kiosque et en boutique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, sous surveillance du personnel de la station.

Outre son activité première, la station-service ne limite cependant pas ses services à la simple distribution de carburants aux usagers de l'autoroute A28. Le bâtiment offre un espace de détente aux automobilistes, qui pourront y trouver de nombreux services (sanitaires, nursery, distributeurs de boissons chaudes et froides, divers produits alimentaires, ludiques ou pratiques).

III.3) Capacité de stockage

III.3.1) Cas du GPL-C

La société TOTAL exploite ce produit (mélange butane/propane) sur le site. Le stockage consiste en une cuve enterrée contenant environ 5,6 tonnes de produit (volume de 12 m³).

III.3.2) Cas du fioul domestique

Une cuve enterrée de stockage de 20 m³ de FOD pour alimenter le groupe électrogène et la chaudière est enterrée derrière la cour de service du bâtiment.

III.3.3) Stockage de carburants liquides

Avant toute chose, il convient de rappeler que :

- les carburants SP98 et SP95 sont des liquides inflammables de 1^{ère} catégorie,
- les carburants GO et GO+ sont des liquides inflammables de 2^{ème} catégorie.

Il n'y aura pas de modification de la capacité de stockage de carburants dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter. Le stockage est constitué de sept réservoirs double enveloppe enterrés, dont le détail est donné ci-dessous :

- 1 cuve 60 m³ GO+
- 1 cuve 20 m³ SP98 + 20 m³ SP98 + 20 m³ SP95
- 1 cuve 60 m³ SP95
- 1 cuve 40 m³ GO + 20 m³ GO
- 1 cuve 60 m³ GO

Le volume total de stockage de liquides inflammables sur le site (tous carburants confondus, hors fioul domestique) est donc de 300 m³.

III.4) Capacité de distribution

La distribution de carburants sur le site est en libre-service, mais sous surveillance du personnel de la station-service 24 h/24.

III.4.1) Cas du GPL-C

La distribution est possible sur 1 distributeur double face, le premier à droite de la zone de distribution VL (emplacements n°5 et n°6), sur le même îlot qu'un des distributeurs de SP95/SP98/GO/GO+. Le débit de distribution par face est de 3 m³/h.

Il existe donc la possibilité de **2 ravitaillements simultanés en GPL-C**.

III.4.2) Véhicules légers (V.L.)

La zone de distribution VL se compose de 6 îlots de distribution permettant chacun un ravitaillement simultané des 2 côtés, soit **12 ravitaillements simultanés possibles**. Cependant, de manière à ne pas dépasser le seuil de 20 m³/h tant que l'autorisation n'est pas délivrée, certains distributeurs ne délivrent actuellement pas de carburants de 1^{ère} catégorie.

a) Sous le régime de la déclaration

Les appareils installés sont des distributeurs multiproduits (DMP) répartis comme suit :

- 4 distributeurs double face SP95, SP98, GO et GO+
- 2 distributeurs double face GO et GO+

b) Sous le régime de l'autorisation

Sur les appareils ne distribuant que du GO et du GO+ sous le régime de la déclaration ont également été installés des pistolets SP95 et SP98, qui seront blindés pour respecter le seuil de déclaration jusqu'à obtention de l'autorisation. Sous le régime autorisé, ces pistolets seront utilisables.

Ainsi, l'aire de distribution VL sera composée de 6 distributeurs double face SP95, SP98, GO et GO+.

III.4.3) Véhicules lourds (P.L.)**a) Carburant**

La zone de distribution PL se compose d'un distributeur monoproduit (GO) double face, muni de 2 satellites. Elle offre ainsi la possibilité de 2 ravitaillements simultanés, un de chaque côté de l'îlot sur lequel est installé le distributeur, soit par l'intermédiaire du distributeur central, soit par celui du satellite associé (le ravitaillement simultané par le distributeur central et le satellite qui lui est adjoint n'est pas possible).

b) AdBlue

L'AdBlue est la dénomination donnée à une solution aqueuse d'urée synthétique. Associée au système SCR (Selective Catalytic Reduction), elle permet de réduire les oxydes d'azote et de répondre aux normes d'émission des gaz d'échappement Euro 4, prescrites depuis octobre 2006.

Un distributeur est installé sur l'aire de distribution PL, relié à une cuve de 10 m³ enterrée à proximité (voir plans).

IV. Classement administratif de l'installation

IV.1) Eléments de calcul

Rubrique n° 1430 - liquides inflammables (définitions)

Le régime de classement d'une installation est déterminé en fonction de la « capacité totale équivalente », exprimée en capacité équivalente à celle d'un liquide inflammable de la 1^{ère} catégorie, selon la formule :

$$Ceq = 10 A + B + \frac{C}{5} + \frac{D}{15} \quad (1)$$

- A - représente la capacité relative aux liquides extrêmement inflammables (coefficient 10) : oxyde d'éthyle et tout liquide dont le point éclair est inférieur à 0°C et dont la pression de vapeur est supérieure à 10⁵ Pa.
- B - représente la capacité relative aux liquides inflammables de la première catégorie (coefficient 1) : tous les liquides inflammables dont le point éclair est inférieur à 55°C et qui ne répondent pas à la définition des liquides extrêmement inflammables.
- C - représente la capacité relative aux liquides inflammables de la deuxième catégorie (coefficient 1/5) : tous les liquides inflammables dont le point éclair est supérieur à 55°C et inférieur à 100°C, sauf les fuels lourds.
- D - représente la capacité relative aux liquides peu inflammables (coefficient 1/15) : fuels (ou mazout) lourds tels qu'ils sont définis par les spécifications administratives.

*N.B. : Si des liquides inflammables sont stockés dans la même cuvette de rétention, ils sont assimilés à des liquides inflammables de la catégorie présente la plus inflammable.
Si des liquides sont stockés dans des réservoirs en fosse ou en double enveloppe avec système de détection de fuite, les coefficients visés ci-dessus sont divisés par 5.*

IV.2) Classement des installations de stockage de carburants

Rubrique n° 1432 - Stockage de liquides inflammables

La répartition des carburants selon leur catégorie

Carburants de 1^{ère} catégorie (B)

$$\left. \begin{array}{l} \text{- SP95 : 1 cuve } 60 \text{ m}^3 \text{ et 1 cuve } 20 \text{ m}^3 = 80 \text{ m}^3 \\ \text{- SP98 : 2 cuves } 20 \text{ m}^3 = 40 \text{ m}^3 \end{array} \right\} \longrightarrow \text{Total 1^{ère} catégorie : } 120 \text{ m}^3$$

Carburants de 2^{ème} catégorie (C)

$$\left. \begin{array}{l} \text{- GO : 2 cuves } 60 \text{ m}^3 = 120 \text{ m}^3 \\ \text{- GO+ : 1 cuve } 60 \text{ m}^3 = 60 \text{ m}^3 \end{array} \right\} \longrightarrow \text{Total 2^{ème} catégorie : } 180 \text{ m}^3$$

Carburants peu inflammables (D)

$$\text{- FOD : 1 cuve } 20 \text{ m}^3 \longrightarrow \text{Total liquide peu inflammable : } 20 \text{ m}^3$$

La capacité nominale de stockage est donc de 120 m^3 en première catégorie, de 180 m^3 en deuxième catégorie et de 20 m^3 en liquide peu inflammable.

La capacité totale équivalente de stockage, définie par la formule (1), correspond à :

$$C_{eq.} = \left(120 + \frac{180}{5} + \frac{20}{15} \right) \times \frac{1}{5} = 31,5 \text{ m}^3$$

La capacité totale équivalente de stockage du site est de $31,5 \text{ m}^3$. Les installations de stockage de carburant relèvent donc du régime de déclaration.

IV.3) Classement des installations de distribution libre-service

Rubrique n° 1434 - Remplissage de liquides inflammables

IV.3.1) Installation de distribution pour véhicules légers

a) Sous le régime de la déclaration

Appareils proposant des carburants de 1ère catégorie

- 4 distributeurs double face : SP95, SP98, GO et GO+

Appareils proposant uniquement des carburants de 2ème catégorie

- 2 distributeurs double face : GO et GO+

La configuration de la zone de distribution VL permet le ravitaillement simultané de :

- 8 véhicules par des liquides de 1^{ère} catégorie (conformément aux prescriptions de la rubrique 1430, le GO / GO+ est assimilé à un liquide de 1^{ère} catégorie lorsque les distributeurs fournissent également du SP95 / SP98) à un débit de 1,9 m³/h ;
- 4 véhicules par des liquides de 2^{ème} catégorie à un débit de 2 m³/h.

D'après la formule (1), nous obtenons un débit maximum équivalent de :

$$8 \times 1,9 + \frac{4 \times 2}{5} = 16,8 \text{ m}^3/\text{h}$$

b) Sous le régime de l'autorisation

Appareils proposant des carburants de 1ère catégorie

6 distributeurs double face : SP95, SP98, GO et GO+

La configuration de la zone de distribution VL permettra le ravitaillement simultané de 12 véhicules par des liquides de 1^{ère} catégorie. Pour chacune des pompes de ces appareils, le débit de distribution restera fixé à 2,4 m³/h.

D'après la formule (1), nous obtenons un débit maximum équivalent de :

$$12 \times 2,4 = 28,8 \text{ m}^3/\text{h}$$

IV.3.2) Installation de distribution pour Poids Lourds

Comme il a été indiqué précédemment, la configuration de la zone de distribution PL permet le ravitaillement simultané de 2 camions. Le carburant concerné, le GO, est un liquide de 2^{ème} catégorie.

a) Sous le régime de la déclaration

Pour chacune des pompes de ces appareils, de manière à rester sous le seuil d'autorisation, le débit est actuellement fixé à 7 m³/h.

Soit, d'après la formule (1), nous obtenons un débit maximum équivalent de :

$$(2 \times 7) \times \frac{1}{5} = 2,8 \text{ m}^3/\text{h}$$

b) Sous le régime de l'autorisation

Après obtention de l'autorisation, pour chacune des pompes, le débit passera à 8 m³/h.

Soit, d'après la formule (1), nous obtenons un débit maximum équivalent de :

$$(2 \times 8) \times \frac{1}{5} = 3,2 \text{ m}^3/\text{h}$$

IV.3.3) Ensemble des installations

a) Sous le régime de la déclaration

Après calcul, nous obtenons donc un débit maximum équivalent total de :

$$16,8 + 2,8 = 19,6 \text{ m}^3/\text{h}$$

Le débit maximum équivalent total du site est actuellement de 19,6 m³/h. Dans cette configuration, les installations de distribution de carburants relèvent donc du régime de déclaration.

b) Sous le régime de l'autorisation

Après calcul, nous obtenons donc un débit maximum équivalent total de :

$$28,8 + 3,2 = 32 \text{ m}^3/\text{h}$$

Dans cette configuration, le débit maximum équivalent total sera de 32 m³/h. Les installations de distribution de carburants relèvent donc du régime d'autorisation, d'où la présente demande formulée par TOTAL.

IV.4) Classement des installations de stockage et distribution de GPL-C

▪ ***Rubrique n° 1412 - Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés***

La quantité totale susceptible d'être présente dans la cuve de stockage étant inférieure à 6 tonnes, **le réservoir de GPL-C n'est donc pas classé.**

▪ ***Rubrique n° 1414 - Remplissage, distribution des gaz inflammables liquéfiés***

Alinéa 3. : Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges, soupapes...).

Les installations de distribution de GPL-C relèvent donc du régime de déclaration.

IV.5) Classement des installations de combustion

Rubrique n° 2910 - Combustion

Cette rubrique concerne le groupe électrogène et la chaudière du bâtiment, qui fonctionnent au fuel domestique, stocké dans la cuve de 20 m³ de FOD enterrée à proximité de ces appareils. La puissance thermique maximale du groupe électrogène est de 125 kW et celle de la chaudière est de 280 kW.

La puissance thermique maximale des installations de combustion est de 405 kW. Elles ne sont donc pas classées au regard de la nomenclature.

IV.6) Classement des installations de réfrigération et de compression

Rubrique n° 2920 - Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa

Cette rubrique concerne les dispositifs de réfrigération et les installations de climatisation (centrales et groupes froid). En recensant les divers équipements, on aboutit à une puissance absorbée cumulée comprise entre 100 et 150 kW.

La puissance totale absorbée par l'ensemble des dispositifs est donc supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW. Les installations de réfrigération et de compression relèvent donc du régime de déclaration.

IV.7) Récapitulatif des installations concernées par la nomenclature

Le tableau suivant répertorie les installations classées de l'aire de service :

Désignation et référence des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Régime NC, D, A ou AS	Rayon d'affichage
Stockage de liquides inflammables	31,5 m ³	n° 1432.2.b	D	-
Capacité de distribution de liquides inflammables	32 m ³ /h	n° 1434.1.a	A	1 km
Capacité de stockage du GPL-C	5,6 tonnes (12 m ³)	n° 1412.2	NC	-
Capacité de distribution du GPL-C	1 poste de distribution double face	n° 1414.3	D	-
Dispositif s de combustion	405 kW	n° 2910 A.1	NC	-
Dispositif(s) de réfrigération et/ou de compression	Entre 50 et 500 kW	n° 2920.2.b	D	-

Tableau n°2 : détail des installations concernées par la nomenclature des ICPE

Les installations classées de l'exploitation TOTAL sont localisées sur le plan n°05, intitulé « Plan des Installations Classées ».

La carte au 1/25 000^{ème} jointe au présent dossier matérialise le rayon d'affichage établi à partir des limites de la concession accordée par la DIR à TOTAL.

Les communes concernées par le rayon d'affichage sont Bosc-Mesnil, Maucomble, au Nord, et Saint-Saëns, au Nord-Ouest.

IV.8) IOTA relevant de la nomenclature Loi sur l'Eau

Les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) relevant de la Loi sur l'Eau ne nécessitent pas d'être déclarés dans la mesure où ils font partie intégrante d'une ICPE, dans notre cas la station-service et plus globalement l'aire de service de Bosc-Mesnil, exploitée par TOTAL.

Nous tenons cependant à signaler que certains rejets de la station-service TOTAL relèvent de la nomenclature des IOTA soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement. En effet, si l'on se réfère à cette nomenclature, deux rubriques concernent l'aire de Bosc-Mesnil :

Rubrique 2.1.1.0 : Stations d'Épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectifs devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales :

- 1° Supérieure à 600 kg de DBO₅.....A
- 2° Supérieure à 12 kg de DBO₅, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO₅.....D

La station d'épuration des eaux usées présente une capacité de traitement nominale de 500 E.H., soit 30 kgDBO₅/jour ; cette installation relève donc du régime de déclaration.

Rubrique 2.1.5.0 : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :

- 1° Supérieure à ou égale à 20 ha.....A
- 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.....D

La surface de l'aire représente environ 5 hectares ; ce rejet relève donc du régime de déclaration.

V. Caractéristiques des produits pétroliers

Les données sur la composition des carburants sont assez variables du fait des différentes origines du pétrole brut à partir duquel ils sont fabriqués, mais aussi du fait des modes de production (distillation par coupes). Tous ces produits sont des mélanges, mais certains composants se retrouvent de façon systématique (en quantités variables cependant).

On y trouve en moyenne :

- 20 à 30 % d'alcane, hydrocarbures saturés de formule C_nH_{2n+2} ,
- 5 % de cycloalcane, hydrocarbures saturés cycliques,
- 30 à 45 % d'alcène, hydrocarbures non saturés,
- 30 à 45 % d'hydrocarbures aromatiques, de la famille du benzène.

Le tableau suivant présente les caractéristiques principales de produits pétroliers présents en permanence sur le site :

Produit concerné	Nature du produit	Caractéristiques principales du produit
SP95	Substances constituées d'hydrocarbures paraffiniques, naphténiques, aromatiques et oléfiniques, avec principalement des hydrocarbures de C_4 à C_{12} , dont le benzène et le n-hexane. Formule admise : C_7H_{16}	- Densité : 0,755 environ à 15°C - Point éclair : < - 40°C - Pouvoir calorifique : 41 840 kJ/kg - Température d'auto inflammation : > 300°C
SP98		- Limite inférieure d'explosivité : 1,4 % volume - Limite supérieure d'explosivité : 8,7 % volume - Pression de vapeur : 45 à 90 kPa à 37,8°C (très volatil)
GO	Substances constituées d'hydrocarbures paraffiniques, naphténiques, aromatiques et oléfiniques, avec principalement des hydrocarbures de C_9 à C_{20} . Formule admise : $C_{21}H_{44}$	- Densité : 0,845 environ à 15°C - Point éclair : > 55°C - Pouvoir calorifique : 43 010 kJ/kg - Température d'auto inflammation : $\geq 250^\circ\text{C}$ - Limite inférieure d'explosivité : 0,5 % volume - Limite supérieure d'explosivité : 5 % volume - Pression de vapeur : < 1 kPa à 40°C (volatil)
GPL-C	Mélange d'hydrocarbures composé de propane et de butane avec des faibles proportions de propène, butène et pentanes / pentènes. Il contient plus de 19 % et moins de 50 % en volume de propane et de propènes. Formule admise : C_3H_8 C_4H_{10}	- Densité : 0,55 environ à 15°C - Point éclair : < - 50°C - Pouvoir calorifique : 49 800 kJ/kg - Température d'auto inflammation : > 400°C - Limite inférieure d'explosivité : 1,9 % volume - Limite supérieure d'explosivité : 9,5 % volume - Se vaporise au-dessus de - 43°C à la pression atmosphérique (1 L de liquide mis à la pression atmosphérique engendre un volume de vapeur d'environ 255 L)

Tableau n°3 : caractéristiques principales des produits pétroliers

VI. Capacités techniques et financières de l'exploitant

VI.1) Réalisation des installations

L'ensemble des installations (bâtiments, stockages, installations de distribution, matériels) est la propriété de la société TOTAL FRANCE.

L'ensemble des travaux tous corps d'états a été exécuté par des sociétés spécialisées sous le contrôle des services techniques de TOTAL FRANCE.

Le contrat de concession court jusqu'à l'année 2022, à l'issue de laquelle les dépendances immobilières et les matériels indispensables à l'exploitation seront remis à l'Etat.

VI.2) Maintenance des installations

La maintenance de l'ensemble des installations est assurée par des entreprises ou des organismes spécialisés sous forme de contrats d'entretien et de visites périodiques, sous contrôle des services techniques TOTAL FRANCE :

- Entretien des appareils distributeurs
- Contrôle des appareils mesureurs
- Entretien du compresseur et des installations réfrigérantes
- Contrôle des installations électriques
- Entretien et nettoyage des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures
- Entretien des espaces verts
- Contrôle du matériel incendie

VI.3) Rôle de l'exploitant

L'exploitation de la station-service est confiée à un manager, dont le rôle est essentiellement commercial. Toutefois, il veille à la bonne conservation des installations, au bon fonctionnement des matériels et au contrôle périodique des volumes des produits stockés.

En cas d'anomalie, il doit avertir immédiatement les services de sécurité et, si nécessaire, de secours, ainsi que les services techniques TOTAL FRANCE, la décision technique et le choix des moyens à mettre en oeuvre appartenant à TOTAL FRANCE.

VI.4) Formation du manager

Avant que ne soit confiée à un manager l'exploitation d'une station-service, celui-ci bénéficie d'un stage dans les locaux de TOTAL FRANCE où tous les aspects commerciaux et techniques requis pour son poste sont abordés :

- Aspect commercial
- Politique commerciale de la société
- Obligations du gérant sur le contrôle des stocks
- Règles et recommandations de bonne utilisation du matériel
- Sensibilisation aux problèmes liés à la sécurité en station-service et à son environnement

De plus, des notes d'information lui sont transmises régulièrement, lui rappelant ses obligations en matière de sécurité, tant au niveau du matériel qu'au niveau des personnes. Ces notes peuvent comporter des rapports d'incidents survenus dans la profession, indiquer les moyens pour les éviter ainsi que les directives à suivre en pareil cas.

VI.5) Capacités financières

Dans ses prévisions financières, le groupe TOTAL a mis en place un système de provisions pour restitution des sites. Le Groupe a adopté la norme américaine FAS n° 143 (Accounting for Asset Retirement Obligations), modifiant les principes de comptabilisation des obligations de restitution des sites. Le FAS n° 143 définit les règles de comptabilisation des coûts de restitution de sites liés aux actifs immobilisés : la date de reconnaissance de l'obligation, la détermination du montant initial de la provision, l'impact du coût de restitution des sites sur le compte de résultat, la révision du montant de la provision et le mode de présentation dans les états financiers.

L'obligation est comptabilisée à sa valeur actualisée sur la base d'une estimation raisonnable de sa juste valeur, et non plus de sa valeur courante, au cours de l'exercice durant lequel apparaît une obligation légale de restitution des sites, à une date fixée. L'impact du passage du temps sur la provision pour restitution des sites est mesuré en appliquant au montant de la provision un taux d'intérêt sans risque. Les coûts de restitution des sites sont capitalisés et intégrés à la valeur de l'actif sous-jacent et amortis sur la durée de vie de cet actif.

La valeur de la **provision pour restitution des sites** au 1^{er} janvier 2003 était de **3 547 millions d'euros**. Il est également important de noter qu'en 2003 :

- le Chiffre d'Affaires annuel du groupe était de plus de 104 milliards d'euros,
- le résultat net au terme de cette année était de plus de 7 milliards d'euros,
- la trésorerie présentait un excédent de près de 5 milliards d'euros.



TOTAL

PREFECTURE DE SEINE
MARITIME

7 place de la Madeleine
76036 ROUEN

Raffinage & Marketing
Marketing Europe - France
Réseau

Département Développement Construction Maintenance

A l'attention de Monsieur le Préfet

Nanterre, le 8 avril 2009

OBJET : Changement de dénomination sociale

Monsieur le préfet,

Nous avons l'honneur de vous indiquer que depuis le 05 Octobre 2008, la société TOTAL FRANCE est nouvellement dénommée TOTAL RAFFINAGE MARKETING SA.

Ce changement de dénomination ne s'accompagne d'aucune autre modification juridique ou financière, notamment de forme sociale ou de capital. De même, l'adresse du siège de la société demeure inchangée.

Pour toute correspondance relative aux stations services, nous vous prions de bien vouloir prendre bonne note de notre nouvelle adresse postale :

TOTAL RAFFINAGE MARKETING
Direction Réseau
Département Développement Construction Maintenance
562 Avenue du Parc de l'Île
92029 NANTERRE CEDEX

Nous adressons copie de la présente aux services de la DRIRE dont dépendent les stations services que nous exploitons dans le département que vous administrez.

Veuillez agréer, Monsieur le préfet, l'expression de notre haute considération.

Didier PROST
Chef du service Ingénierie et Méthodes

Copie : DRIRE de la région

Adresse postale : 562 avenue du Parc de l'Île - 92029 Nanterre Cedex
Tél. + 33 (0) 1 41 35 40 00

TOTAL RAFFINAGE MARKETING
Société Anonyme au capital de 623 728 035 euros
Siège social : 24 cours Michelet - 92800 Puteaux - France
542 034 921 RCS Nanterre

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

ROUEN, le 29 Dec. 2008

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par M. Patrice BRIERE

☎ 02 32 76 53.94 PB/

☎ 02 32 76 54.60

mél : Patrice.BRIERE@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE SECRETAIRE GENERAL
Chargé de l'administration de l'État dans le département

ARRETE

**Objet : SA TOTAL RAFFINAGE MARKETING
BOSC-MESNIL**

Exploitation d'une station-service

VU :

Le Code de l'Environnement, notamment son livre V,

La demande en date du 3 mars 2008, par laquelle la SA TOTAL France devenue la SA TOTAL RAFFINAGE MARKETING dont le siège social est 24 Cours Michelet 92800 PUTEAUX a sollicité l'autorisation de procéder à l'augmentation du débit des installations de distribution de carburants (débit porté à 32 m³/heure) de sa station-service située à BOSC-MESNIL, autoroute A28, relais de Bosc-Mesnil,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

La lettre en date du 28 octobre 2008 relative à la nouvelle dénomination de la SA TOTAL France devenue la SA TOTAL RAFFINAGE MARKETING,

L'arrêté préfectoral du 28 avril 2008 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 26 mai 2008 au 26 juin 2008 inclus, sur le projet susvisé, désignant M Dominique Lefebvre comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la commune de Bosc-Mesnil ainsi que dans le voisinage des installations projetées, et dans les communes situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées,

Les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

L'avis du commissaire enquêteur,

L'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

L'avis du directeur départemental de l'équipement,

L'avis du directeur, chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

L'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

L'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours,

L'avis du directeur régional de l'environnement,

La délibération du conseil municipal de Bosc-Mesnil en date du 6 juin 2008,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 octobre 2008

La délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 18 novembre 2008,

La lettre de convocation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques datée du 6 novembre 2008,

La transmission du projet d'arrêté faite le 20 novembre 2008,

CONSIDERANT :

Que la SA TOTAL RAFFINAGE MARKETING a sollicité l'autorisation de procéder à l'augmentation du débit des installations de distribution de carburants (débit porté à 32 m³/heure) de sa station-service située à BOSC-MESNIL, autoroute A28, relais de Bosc-Mesnil,

Que les habitations les plus proches se situent à environ 500 mètres de la station-service,

Que les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours ont été intégrées au texte des prescriptions techniques ci-annexé,

Que des mesures de prévention seront affichées sur chaque appareil de distribution,

Que la SA TOTAL RAFFINAGE MARKETING procédera :

à une surveillance trimestrielle des rejets de la station d'épuration interne du site,
au contrôle annuel dudit bassin,

au traitement annuel des eaux pluviales de ruissellement par débourbeur-déshuileur,

Qu'aux termes de l'article L-512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

ARRETE

Article 1 :

La SA TOTAL RAFFINAGE MARKETING, dont le siège social est 24 Cours Michelet 92800 PUTEAUX est autorisée à procéder à l'augmentation du débit des installations de carburants (débit porté à 32 m³/heure) de sa station-service située à BOSC-MESNIL, autoroute A28, relais de Bosc-Mesnil,

Article 2 :

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 3 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 4 :

Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

Article 5 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 6 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L-514.1 du Code de l'environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si la station-service n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives.

Article 7 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R.512-74 du code de l'environnement et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l'environnement.

Article 8 :

Conformément à l'article L-514.6 du Code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa publication.

Article 9 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de DIEPPE, le maire de BOSC-MESNIL, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de BOSC-MESNIL.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Secrétaire général



Claude MOREL

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 29 DEC. 2008

SA TOTAL RAFFINAGE MARKETING

Relais de Bosc-Mesnil

Autoroute A28

76 680 BOSC-MESNIL

N°SIRET : 306 916 099 00840

Vu pour être annexé à mon arrêté

en date du : 29 DEC. 2008

ROUEN, le : 29 DEC. 2008
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Claude MOREL

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société TOTAL France est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter les installations situées sur l'aire de service de Bosc-Mesnil (autoroute A28) et détaillées dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Libellé	Installations	Régime
1434-1	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) 1. installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : a) supérieur ou égal à 20 m³/h	6 distributeurs double face (SP95, SP98 et gazole : GO et GO+) pour véhicules légers : 28,8 m³/h 1 distributeur double face (GO et GO+) pour poids lourds : 3,2 m³/h Total : 32 m³/h	A
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³	Réservoirs double enveloppe enterrés : SP95 (coeff. 1/5) : 80 m³ (2 cuves : 60 + 20 m³) SP98 (coeff. 1/5) : 40 m³ (2 cuves : 20 + 20 m³) GO (coeff. 1/25) : 120 m³ (3 cuves : 60 + 40 + 20 m³) GO+ (coeff. 1/25) : 60 m³ (1 cuve) Fioul domestique (coeff. 1/75) : 20 m³ (1 cuve) Total équivalent : 31,5 m³	DC
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 3. installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	1 distributeur double face de GPL, alimenté par une cuve enterrée contenant environ 12 m³ : 6 m³/h	DC

2920-2	Réfrigération ou compression (<i>installations de</i>) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, 1. comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée 2. dans tous les autres cas : b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Centrales de climatisation et groupes froids : 450 kW	D
--------	---	---	---

A : Autorisation

D : Déclaration

D : Déclaration et Contrôle

1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
Bosc-Mesnil	Section ZK, n° 27, 29, 55, 58

1.2.3 DESCRIPTION DU SITE

L'entreprise occupe un terrain d'une superficie de 5 ha le long de l'autoroute A28 (sens Rouen-Amiens).

L'aire de service comprend :

- une zone de distribution de carburants réservée aux véhicules légers, située sous un auvent (12 emplacements de ravitaillement dont 2 équipés de distributeurs automatiques de carburant) ;
- une zone de distribution de carburant distincte, également sous auvent, réservée aux poids lourds (2 emplacements de ravitaillement) ;
- un bâtiment principal regroupant la boutique TOTAL, un restaurant, un bloc sanitaire et des locaux techniques et administratifs liés au fonctionnement de l'ensemble ;
- des aires de stationnement pour les véhicules légers (35 places), les poids lourds (32 places), et les caravanes (15 places).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

1.4.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.4.2. MISE A JOUR DE L'ETUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet.

1.4.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au point 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

1.4.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

1.4.5. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.4.6. CESSATION D'ACTIVITE

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. En particulier, les réservoirs doivent être dégazés et nettoyés avant d'être retirés ou à défaut, neutralisés par un solide physique. Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.

Il est interdit de procéder au déblayage d'une excavation et ensuite de descendre dans cette excavation sans en renouveler complètement l'atmosphère par une ventilation énergique et sans avoir contrôlé cette atmosphère à l'explosimètre. La ventilation doit être maintenue pendant toute la durée du séjour.

CHAPITRE 1.5 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.6 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
18/04/08	arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
22/06/07	Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/l de DBO5
07/01/07	Arrêté du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques
17/05/01	Arrêté du 17 mai 2001 relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement en essence des véhicules à moteur dans les stations-service d'un débit d'essence compris entre 500 et 3 000 mètres cubes par an
24/08/98	Arrêté du 24 août 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés.
22/06/98	Arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
08/12/95	Arrêté du 8 décembre 1995 relatif à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les ICPE et susceptibles de présenter des risques d'explosion

CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leur caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

2.1.3. SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une bonne connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

2.1.4. CONNAISSANCE DES PRODUITS - ETIQUETAGE

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code de travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

2.1.5. REGISTRE ENTREES/SORTIES

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

2.1.6. VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre et produits absorbants.

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'amoncellement de détritrus sur les terrains voisins de l'aire de service. Des poubelles convenablement réparties (notamment à proximité des limites de propriété) et en nombre suffisant sont mises à disposition des usagers. Ces poubelles devront être vidées aussi souvent que nécessaire.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 CONTROLE

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 2.7 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ces données sont conservées durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

3.1.5. CONTROLES D'ETANCHEITE DES EQUIPEMENTS FRIGORIFIQUES

Le contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques et climatiques est effectué en déplaçant un détecteur manuel en tout point des équipements présentant un risque de fuite.

Si la configuration de l'équipement ne permet pas d'avoir accès à l'ensemble des points pouvant présenter un risque de fuite, il sera procédé à un contrôle d'étanchéité manuel des points accessibles et à un suivi des mesures de valeurs caractéristiques du confinement conformément aux normes EN 378-2 et EN 378-3.

Si l'équipement se trouve dans un espace confiné, l'étanchéité peut être contrôlée par l'utilisation d'un contrôleur d'ambiance multisondes relié à une alarme.

Le détecteur et le contrôleur d'ambiance sont adaptés au fluide frigorigène contenu dans l'équipement à contrôler. Les sondes du contrôleur d'ambiance sont installées aux points d'accumulation potentiels du fluide dans le local où se trouve l'équipement, et, le cas échéant, dans la gaine de ventilation.

La fréquence des contrôles d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes dans les équipements frigorifiques et climatiques est la suivante :

- une fois tous les douze mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à deux kilogrammes ;
- une fois tous les six mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à trente kilogrammes ;
- une fois tous les trois mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à trois cents kilogrammes.

Les détecteurs utilisés doivent avoir une sensibilité d'au moins cinq grammes par an et les contrôleurs d'ambiance une sensibilité d'au moins dix parties par million. Ces sensibilités sont mesurées selon la norme EN 14824.

Elle sont vérifiées au moins une fois tous les douze mois pour garantir qu'elles ne dérivent pas de plus de 10 % par rapport aux valeurs mentionnées à l'alinéa précédent.

Dans le cas où le contrôle d'étanchéité se fait à l'aide d'un contrôleur d'ambiance :

- seule la sensibilité de ce matériel sera vérifiée lors des contrôles d'étanchéité ;
- la fréquence des contrôles pour les équipements de charge en fluide supérieure à trente kilogrammes est réduite de moitié, par rapport aux fréquences fixées ci-dessus.

Les résultats du contrôle d'étanchéité et les réparations effectuées ou à effectuer sont inscrits sur une fiche d'intervention permettant d'identifier en particulier chacun des circuits et des points de l'équipement où une fuite a été détectée.

Les opérateurs qui procèdent au contrôle d'étanchéité apposent un marquage amovible sur les composants de l'équipement nécessitant une réparation.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Pour chaque canalisation de rejet d'effluent, nécessitant un suivi dont les points de rejet sont repris ci-après et doivent être pourvus d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes à la norme NFX44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

3.2.2. CONDITIONS DE REJET

Les rejets atmosphériques présentent les caractéristiques maximales suivantes (valeurs rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)) :

- chaudière (puissance thermique maximale de 280 kW) et groupe électrogène (puissance maximale de 125 kW) alimentés au fioul domestique :
 - Vitesse d'éjection des gaz : $> 5 \text{ m/s}$,
 - Oxydes de soufre en équivalent SO_2 : $< 170 \text{ mg/m}^3$,
 - Oxydes d'azote en équivalent NO_2 : $< 200 \text{ mg/m}^3$,

La teneur en oxygène est ramenée à 3 % en volume.

3.2.3. CONTROLE DES REJETS

Les effluents gazeux rejetés par les installations de combustion sont contrôlés avant toute dilution tous les 3 ans. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques sont équipés de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement d'échantillons destinés à l'analyse, dans des conditions conformes aux normes en vigueur.

3.2.4. COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)

3.2.4.1 Dépotage des camions-citernes

Lors du déchargement d'essence d'une réserve de transport dans les installations de stockage des stations-services, les vapeurs générées par le déplacement de l'essence doivent être renvoyées dans le réservoir de transport au moyen d'un tuyau de raccordement étanche aux vapeurs. Lors de cette opération, un dispositif devra être mis en place afin que ces vapeurs ne s'évacuent pas par l'évent du réservoir de stockage de la station-service.

La station-service doit être ravitaillée par un camion-citerne conçu pour retenir les vapeurs d'essence.

Les opérations de remplissage des réservoirs des stations-services ne peuvent pas être effectuées avant que ces dispositifs ne soient en place et fonctionnent correctement.

3.2.4.2 Ravitaillement des véhicules dans la station-service

La station-service est équipée de systèmes actifs de récupération des vapeurs afin de permettre le retour d'au moins 80 % des COV dans les réservoirs fixes.

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour assurer la maintenance et le bon fonctionnement du système de récupération des vapeurs. Il fait réaliser un contrôle de ce système avant sa mise en service, après toute réparation et au moins une fois tous les 2 ans.

Les modalités des contrôles sont définies par l'annexe II de l'arrêté du 17 mai 2001 (voir chapitre 1.6). Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant un délai d'au moins 6 ans.

Les systèmes de récupération des vapeurs d'essence doivent être constitués de quatre types d'équipements :

- un pistolet de remplissage dont le système de dépression est ouvert à l'atmosphère,
- un flexible de type coaxial ou présentant des garanties équivalentes afin de véhiculer à la fois l'essence et les vapeurs,
- un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs du réservoir du véhicule pour les transférer vers le réservoir de la station-service,
- un dispositif de régulation permettant de contrôler le rapport entre le débit de vapeur aspirée et le débit d'essence distribuée.

Le retour des vapeurs dans les réservoirs fixes des stations-services doit s'effectuer dans des canalisations de diamètre suffisant pour permettre l'écoulement des vapeurs.

Le système de récupération de vapeurs nécessite la mise en place de dispositifs anti-retour de flamme de part et d'autre de tout élément susceptible de générer une ignition du mélange gazeux.

Le système de dépression, la connexion entre la sortie des vapeurs et le raccordement de l'équipement à la canalisation de retour des vapeurs d'essence vers le réservoir, notamment, sont considérés comme des éléments susceptibles de générer une ignition du mélange gazeux.

Un organe de coupure doit être mis en place entre le distributeur d'essence et la canalisation de retour des vapeurs d'essence, en vue de permettre que les opérations de maintenance sur le système de récupération des vapeurs se déroulent dans des conditions de sécurité.

Les systèmes de récupération des vapeurs doivent être conformes aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 17 mai 2001 (voir chapitre 1.6). Cette conformité doit être attestée par un laboratoire compétent et indépendant selon les méthodes gravimétriques et volumétriques.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle (m ³ /an)
Réseau public	8 000

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche du bâtiment principal, clairement reconnaissable et aisément accessible.

4.1.2. CONSOMMATION

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

4.2.4.1. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques,
- les eaux pluviales de ruissellement de toiture et des aires imperméabilisées au sol,
- les eaux pluviales des espaces verts.

4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

4.3.4. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

4.3.4.1. Aménagement

4.3.4.1.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.4.1.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.3.5. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : $< 30^{\circ}\text{C}$
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

4.3.6. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux usées domestiques sont traitées par une station d'épuration interne adaptée aux effluents à traiter, avant de se déverser dans un fossé longeant l'autoroute A28. Les eaux pluviales de ruissellement des aires imperméabilisées au sol rejoignent après traitement (voir 4.3.7) un bassin dont le trop-plein se déverse dans le fossé longeant l'autoroute A28. Le bassin de collecte des eaux pluviales a une capacité d'au moins 480 m^3 .

4.3.7. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment celles provenant des aires imperméabilisées au sol (aires de distribution de carburant et de dépotage) sont traitées par déboureur-déshuileur.

Le dimensionnement des déboureur-déshuileurs est effectué selon les règles de l'Art. Ils seront régulièrement entretenus (au minimum deux fois par an) et les déchets qui y seront collectés devront être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

4.3.8. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX ISSUES DE LA STATION D'EPURATION INTERNE

Après traitement des eaux usées domestiques dans la station d'épuration interne, celles-ci doivent respecter les valeurs limites d'émission en concentration définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :

Paramètre	Rejet au milieu naturel
Demande Biochimique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	25 mg/l
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	125 mg/l
Matières En Suspension (MES)	35 mg/l

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX TRAITEES PAR DEBOURBEUR-DESHUILEUR

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux traitées par débourbeur-déshuileur dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci-dessous définie :

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MES	30
Hydrocarbures	5

4.3.10. SURVEILLANCE DES REJETS

Les rejets de la station d'épuration interne sont contrôlés par un bilan annuel sur 24 heures et au moins 4 prélèvements ponctuels par an, suivant les paramètres définis au 4.3.8. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les rejets du bassin d'eaux pluviales sont contrôlés par au moins 2 prélèvements ponctuels par an, suivant les paramètres définis au 4.3.9. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production. TOTAL France doit notamment mettre à la disposition des usagers de la station service des poubelles convenablement réparties (notamment à proximité des limites de propriété) et en nombre suffisant.

5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser les quantités suivantes :

- ordures ménagères : 5 tonnes ;
- papiers, cartons journaux : 5 tonnes ;
- emballages, absorbants, matériaux filtrants, chiffons souillés : 1 tonne ;
- piles, bombes aérosols, ... : 1 tonne.

5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir un impact minimal sur l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

6.1.2. VEHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application). En période nocturne, la circulation des véhicules et engins est réduite autant que possible.

6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans Les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Au-delà des limites de propriétés, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en dB (A)		
En tout point plus éloigné de l'autoroute que le bâtiment commercial	70	60

6.2.3. CONTROLE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant doit faire réaliser tous les 5 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

7.3.1.1. Caractéristiques minimales des voies

1) Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- hauteur disponible : 3,50 m,
- largeur de chaussée : 3 m
- pente inférieure à 15%,
- rayon intérieur de giration: 11 m,
- surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon R inférieur à 50 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-newton (avec un maximum de 90 kilo-newton par essieu, ceux-ci étant distant de 3,60 mètres au minimum),
- résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m²

7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX

Les installations sont conçues et aménagées de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Elles sont dotées d'un système d'alarme sonore fixe, conforme aux normes en vigueur et distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement, audible en tout point des bâtiments pendant le temps nécessaire à l'évacuation. Le fonctionnement du dispositif d'alarme est assuré au moyen de commandes judicieusement réparties.

7.3.3. INSTALLATIONS DE STOCKAGE ET DE DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES

7.3.3.1 – Stockage de liquides inflammables – Réservoirs enterrés

Toute opération de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doit être mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage.

Tout réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes. Les gaz et vapeurs évacués par les événements ne doivent pas gêner les tiers par les odeurs.

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

Les parois des réservoirs doivent être situées à une distance horizontale minimale de 2 m des limites de propriété, ainsi que des fondations de tout local présent dans l'installation. Cette distance doit être au moins de 6 m vis-à-vis des issues de tout établissement des catégories 1, 2 3 ou 4 recevant du public, d'une part, et des parois des réservoirs aériens et enterrés de gaz inflammables liquéfiés, d'autre part.

7.3.3.2 Installations de distribution de liquides inflammables

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.

Les pistes et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant. Les pistes et les voies d'accès ne doivent pas être en impasse.

Les appareils de distribution doivent être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules. Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonage soit écarté.

La disposition du sol doit s'opposer à une accumulation éventuelle de gaz inflammables liquéfiés ou d'hydrocarbures liquides en tout point où leur présence serait une source de danger ou cause d'aggravation de danger.

Les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles, ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons doit présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.

Le préposé à l'exploitation doit pouvoir à tout instant rappeler aux usagers les consignes de sécurité et la conduite à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs.

Les installations sont dotées sur chaque îlot d'un système commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore vers la cabine de contrôle. Un dispositif d'arrêt d'urgence est situé à proximité de l'appareil permettant d'alerter l'agent d'exploitation.

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent des liquides inflammables doit être en matériaux de catégorie MO ou M1. Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution doivent être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

Les appareils de distribution sont alimentés par des canalisations fonctionnant en aspiration, arrêtant automatiquement l'arrivée de produits en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme en vigueur. Il est entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication.

Les flexibles, autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole, seront équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.

Les appareils de distribution sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord cassant.

Le robinet de distribution est muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein. Les canalisations sont implantées dans des tranchées dont le fond constitue un support suffisant. Le fond de ces tranchées et les remblais sont constitués d'une terre saine ou d'un sol granuleux (sable, gravillons, pierres ou agrégats n'excédant pas 25 mm de diamètre).

L'appareil de distribution de gaz de pétrole liquéfié (GPL) doit être verrouillé en dehors des opérations de remplissage et ne peut être déverrouillé qu'à l'aide d'une clé, d'un badge ou d'une commande à distance actionnée par l'agent d'exploitation. L'agent de la station est prévenu de la fin de chaque remplissage et procède alors, s'il y a lieu, au verrouillage de l'appareil de distribution. L'agent d'exploitation consigne sur un registre l'ensemble des anomalies qui lui sont signalées.

7.3.4. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques, y compris celles se trouvant à un endroit où une atmosphère explosible est susceptible d'apparaître (aire de dépotage, pistes de distribution), doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui leur sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

7.3.5. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.

CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS DANGEREUSES

7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement. (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Sans préjudice des procédures prévues par le code de l'environnement, les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

7.4.2. CONNAISSANCE DES PRODUITS - ETIQUETAGE

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code de travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

7.4.3. VERIFICATIONS PERIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

7.4.4. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

7.4.5. FORMATION DU PERSONNEL

Une formation du personnel doit lui permettre :

- d'être sensibilisé aux risques inhérents à la station-service ;
- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ;
- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées.

7.4.6. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

7.4.6.1. Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES ACCIDENTS

7.5.1. INTERDICTION DE FUMER

L'interdiction de fumer ou d'approcher avec une flamme dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion doit être affichée.

7.5.2. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

CHAPITRE 7.6 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

7.6.1. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

7.6.2. RETENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL

Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement; un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux, sera prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées suivant une filière appropriée.

7.6.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

7.6.4. RESERVOIR

L'étanchéité du réservoir associé à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

7.6.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

7.6.6. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de déchargement.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

7.6.7. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

7.7.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

7.7.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'au minimum un poteau incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placé à moins de 100 mètres de l'établissement par des chemins praticables. Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'attestation de conformité du poteau ;
- de deux réserves d'eau enterrées de 60 m³ chacune, servant à l'alimentation du poteau incendie ;
- de RIA (Robinet d'Incendie Armés) adaptés au risque et convenablement répartis ;
- pour chaque îlot de distribution : d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour chaque aire de distribution : d'une ou plusieurs réserves de produits absorbants en quantité adaptée au risque, avec un minimum de 100 litres et munies de pelles de projection. Les réserves de produit absorbant sont protégées par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- pour chaque local technique : un extincteur homologué 233 B ;
- pour le stockage des marchandises: un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;
- pour le tableau électrique : un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ou un extincteur à poudre ABC ;
- d'au moins une couverture spéciale anti-feu,
- d'une liaison avec le Centre de Traitement de l'Alerte des Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime par téléphone filaire. Toutes dispositions doivent être prises pour que cet appareil soit efficacement signalé et puisse être utilisé sans retard en indiquant notamment le local où il se trouve ainsi que l'affichage du 18 et du 112.

Les matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

7.7.4. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- l'obligation du "plan de prévention" pour les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les moyens d'alerte et les personnes chargées de cette tâche,
- les personnes désignées pour diriger l'évacuation des occupants
- l'adresse et le numéro d'appel téléphonique des sapeurs-pompiers.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Le préposé à l'exploitation doit être en mesure de rappeler à tout moment aux usagers les consignes de sécurité.

Les n° d'appel d'urgence doivent être à la disposition du préposé à l'exploitation et des personnels. A l'intérieur du bâtiment et sur chaque îlot de distribution et de remplissage, des consignes d'urgence destinées au personnel et aux usagers doivent être affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes.

7.7.5. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du public et du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

7.7.6. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (incendie...) déversement d'eaux polluées (y compris eaux d'extinction et de refroidissement) dans le milieu naturel.

Préfecture de Seine Maritime
Bureau de l'Environnement
7 pl Madeleine
76000 ROUEN

A l'attention de Monsieur le Préfet

Département Développement Construction Maintenance

Lettre recommandée + AR

N°CHRONO PP 2011 6 NF078180

Nanterre, le vendredi 18 février 2011

OBJET : Régime 1435
NF078180 - Station TOTAL
RELAIS DE BOSC MESNIL
AUTOROUTE A 28
76680 BOSC MESNIL

Référence ICPE :
Installation autorisée en date du 29/12/2008

Madame, Monsieur le Préfet,

Conformément à la circulaire du 16/04/2010, relative à l'entrée en vigueur du régime d'enregistrement et des arrêtés ministériels pour les stations services relevant de la rubrique n°1435 de la nomenclature des installations classées, vous trouverez ci-dessous les volumes de Liquides Inflammables distribués au titre de l'année civile 2010 :

- 1321 m³ de LI de 1^{ère} catégorie (Catégorie B),
- 8413 m³ de LI de 2^{ème} catégorie (Catégorie C).

Soit un volume équivalent de 3004 m³.

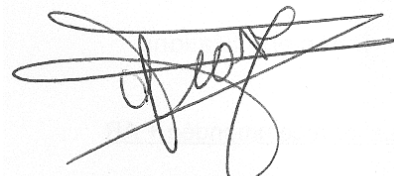
Notre installation relève, donc, dorénavant du régime de la déclaration de la rubrique 1435.

Par la présente et en référence à cette circulaire, nous souhaitons bénéficier de l'antériorité et exploiter notre installation conformément au dernier acte administratif cité en référence.

Nous vous prions d'accuser réception de la présente demande à l'adresse suivante :

TOTAL RAFFINAGE MARKETING
Direction Réseau
Département Développement Construction Maintenance
562 Avenue du parc de l'île
92029 Nanterre Cedex

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos respectueuses considérations.



Didier PROST
Chef du service Ingénierie et Méthodes

NF078180
Dp 76

Préfecture de Rouen
7 place de la Madeleine
76000 Rouen Cedex

Maître d'ouvrage : TOTAL MARKETING FRANCE (TMF)
Affaire suivie par Mr E. PERICHON

Maître d'œuvre : ARTELIA BATIMENT ET INDUSTRIE
Affaire Suivie par C. BELLMONT

camille.bellmont@arteliagroup.com

Tél : +33 (0)2 35 18 42 60

Pour toute information, veuillez-contacter Mme C. BELLMONT.

Paris La Défense le 23/09/2019

Objet : INFORMATION I.C.P.E – MODIFICATION NON NOTABLE

NF078180 – REL.BOSC MESNIL
A28 - AIRE DE BOSC MESNIL
76680 – BOSC MENIL

Monsieur le Préfet,

Nous affectons une partie de l'installation existante au stockage et à la distribution de Superéthanol E85 tel que défini dans l'arrêté du 28 décembre 2006, et celui du 2 mars 2007 relatif à la distribution de superéthanol.

Les travaux correspondants à cette intervention sur la station citée en objet sont :

- Remplacement de pistolets de distribution existants par des pistolets E85 ou ajout de pistolets E85 sur un appareil distributeur existant.
- Modification(s) d'affectation(s) d'un ou plusieurs compartiment(s) de réservoir impliquant notamment l'affectation d'un des compartiments à l'E85.

Le nombre et la position des distributeurs ne seront pas modifiés par rapport à l'installation actuelle.

Le nombre de stockage ne sera pas modifié par rapport à l'installation actuelle.

La capacité de stockage « équivalente » ainsi que le débit équivalent global restent identiques.

Conformément à la circulaire émise le 16 avril 2003 par le Ministère de l'Ecologie et du développement Durable (réf. DPPR/SEI/GV-201), cette modification n'est pas considérée comme un changement notable.

Nous vous prions toutefois d'en prendre acte.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, nos sincères salutations

TMF
E.PERICHON

Pour ordre : ARTELIA BATIMENT ET INDUSTRIE
C.BELLMONT

NF078180
Dep 76 cerfa

**DECLARATION DE LA MODIFICATION
D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION** N° 15272*
Article R512-54-II du code de l'environnement

1- DECLARANT

☒ **Personne morale** ☐ **Personne physique** : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Raison sociale ou nom et prénoms pour une personne physique

Forme juridique N° SIRET

Pour une personne morale

Le cas échéant

Adresse

N° et voie ou lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Commune

Pays, si le déclarant réside à l'étranger

Province ou région étrangère

Téléphone Portable Fax (facultatif)

Courriel

Signataire de la déclaration (pour une personne morale)

Nom Prénoms

Qualité

2- INFORMATIONS GENERALES CONCERNANT L'INSTALLATION

N° SIRET

Enseigne ou nom usuel du site

Adresse de l'installation : ☐ identique à celle du déclarant (mentionnée ci-dessus)

Si différente :

N° et voie ou lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Commune

Téléphone Portable Fax (facultatif)

Courriel

Description générale du projet de modification de l'installation :

Station service : Distribution et vente de carburants pour VL et PL

Sur le site de l'installation, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : ☐ Oui ☒ Non

Si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Joindre une note précisant l'interaction ("connexité") de la modification avec les installations existantes

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : ☐ Oui ☒ Non

3- IMPLANTATION DE L'INSTALLATION

La modification concerne l'implantation de l'installation
(modification de l'emprise du site, des bâtiments, des réseaux...)

☐ Oui ☒ Non

Si oui, le déclarant **peut** joindre à la déclaration les plans suivants :

- **Un plan d'ensemble à jour** accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation **et du projet de modification**. En fonction de l'impact de cette modification, ce plan peut notamment préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés...
- **Un plan de situation du cadastre actualisé** dans un rayon de 100 m autour de l'installation, notamment si le projet de modification impacte l'emprise du site ou le voisinage.

Préciser les modifications apportées concernant l'implantation de l'installation :

4 – NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

La modification concerne la nature ou la capacité des activités (par exemple, évolution des capacités exercées ...)

☒ Oui ☐ Non

Si oui, renseigner la liste des rubriques concernées par la modification :

Numéro de la rubrique	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
1435	2	Stations service	8821	m3	DC
4734	1-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de sub	245.4	t	DC

Les rubriques de la nomenclature des installations classées sont consultables sur le site internet AIDA : <http://www.ineris.fr/aida>

Préciser les modifications apportées (pour les rubriques de la nomenclature des installations classées dont la capacité est exprimée en « équivalent », préciser le détail des calculs) :

Aucun ajout de cuve ni d'appareil distributeur
compartiment 6.1 existant de E10 est réaffecté au E85
pistolets SP98 existant de l'AD 9/10 réaffectés au E85
pistolets SP98 existant de l'AD 11/12 réaffectés au E85

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

5 – MODES D'EXPLOITATION

La modification concerne les modes d'exploitation de l'installation
(évolution des procédés, des rejets, de la gestion des déchets...)

☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser les modifications apportées aux modes d'exploitation :

6 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation :
Si oui, joindre votre demande de modification.

☐ Oui ☒ Non

7 – AUTRES MODIFICATIONS

Descriptions éventuelles d'autres modifications :

Fait à

le 21/04/2020

Signature du déclarant

**DECLARATION DE LA MODIFICATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R512-54-II du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

REL.BOSC MESNIL

A28 - AIRE DE BOSC MESNIL

76680

BOSC MESNIL

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :

Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la modification avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement :

Demande de modification de certaines prescriptions applicables :

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente modification :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
1435	2	Stations service	8821	m3	DC
4734	1-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants c	245.4	t	DC

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration **lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement** (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant :

Date de la déclaration de la modification :

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Haute-Normandie

Unité territoriale Rouen-Dieppe
Subdivision territoriale 2

Nos réf. : UTRD.2009.10.02 ST2 DL-BV
R:\Entreprises-Te2\TOTAL Bosc-Mesnil\INSPECTIONS (rapports de visites
d'inspections et ses annexes)\2009\UTRD.2009.10.02.ST2 courrier.odt
Affaire suivie par : Dominique LEPICARD
dominique.lepicard@industrie.gouv.fr
Tél. 02 32 91 97 63 – Fax : 02 32 91 97 97

Saint-Etienne-du-Rouvray, le 21 octobre 2009

L'inspecteur des installations classées

à

Mlle Carine HOANG
TOTAL Relais de Bosc-Mesnil
Autoroute A28
76680 BOSC-MESNIL

Objet : Visite du 24 septembre 2009
P.J. : Annexe 1 - constats effectués

Mademoiselle,

Je vous prie de trouver ci-joint la synthèse des constats effectués lors de la visite d'inspection du jeudi 24 septembre 2009 sur votre site mentionné ci-dessus. Les écarts et observations nécessitent la mise en oeuvre des actions correctives demandées dans les délais indiqués. Vous voudrez bien tenir l'inspection des installations classées informée de la réalisation de ces actions.

Outre les actions indiquées en pièce jointe, il convient de :

- mettre à disposition sur le site un plan à jour des stockages et un plan d'implantation à jour des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes ;
- mettre à disposition sur le site et communiquer à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2009 tout document relatif à la transformation des réservoirs simple enveloppe en réservoirs double enveloppe avec détection de fuite ;
- compléter les consignes d'exploitation par les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles, la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées et les conditions de conservation et de stockage des produits.

Je vous prie de croire, mademoiselle, à l'assurance de ma considération distinguée.

l'inspecteur des installations classées,


Dominique LEPICARD

Copie : M. le directeur de la direction réseau de TOTAL Raffinage & Marketing France
Dpt développement ingénierie Maintenance – Sce ingénierie des stations
Section sécurité environnement
24 cours Michelet – La Défense 10 – 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Présent
pour
l'avenir

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-17h00
Tél. : 02 32 91 97 60 – Fax : 02 32 91 97 97
1 avenue des Canadiens – BP 124
76804 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY CEDEX

**ANNEXE 1 AU RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
REFERENCE UTRD.2009.10.02.ST2 DL-BV**

--ooOoo--

**Constats effectués lors de la visite d'inspection du 24 septembre 2009
dans la station TOTAL de BOSC MESNIL**

ECARTS REGLEMENTAIRES

AP 29/12/2008 Article 2.7	Documents tenus à la disposition de l'inspection	Déjà signalé : non
<p>Ne sont pas disponibles sur place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de demande d'autorisation, - les plans à jour. <p align="center">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : La société TOTAL France veillera à mettre à disposition sur le site dans un délai d'un mois l'ensemble des documents devant constituer le « dossier installations classées », notamment le dossier de demande d'autorisation et les plans à jour. Les plans à jour seront également transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2009, sauf s'ils ne sont pas différents de ceux présentés dans le dossier de demande d'autorisation, auquel cas il le précisera.</p>		
AP 29/12/2008 Article 3.2.4	Composés organiques volatils (COV)	Déjà signalé : non
<p>L'exploitant n'a été en mesure de présenter aucun document concernant les systèmes de récupération de vapeur – pourtant en place.</p> <p>En particulier, le contrôle bisannuel de ces systèmes n'a pas pu être justifié et leur attestation de conformité n'a pas pu être produite.</p> <p align="center">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : L'exploitant transmettra avant le 31 décembre 2009 à l'inspection des installations classées les documents justifiant du respect des dispositions des articles 3.2.4.1 et 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2008 et de l'article 7 de l'arrêté du 19 décembre 2008 fixant les règles générales et prescriptions techniques applicables aux stations-service soumises à autorisation sous la rubrique n° 1434 (Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables), et notamment le rapport du dernier contrôle bisannuel des systèmes de récupération de vapeurs et leur attestation de conformité,</p>		
AP 29/12/2008 Article 4.2.2	Plan des réseaux	Déjà signalé : non
<p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux à jour.</p> <p align="center">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : L'exploitant veillera à mettre à disposition sur le site et transmettra à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2009 un plan des réseaux à jour répondant aux dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2008.</p>		

AP 29/12/2008 Article 4.2.4.1	Isolement avec les milieux	Déjà signalé : non
<p>Le système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur n'a pas pu être vu, car celui-ci se trouve dans la zone « station d'épuration » dont l'accès était fermé par un cadenas dont l'exploitant ne détient pas la clé (clé détenue par la SESEM, sous-traitant pour le traitement des eaux). Le système ne peut dès lors pas être considéré comme « actionnable en toutes circonstances ».</p> <p>Par ailleurs, il n'a pas pu être présenté de consigne définissant l'entretien préventif et la mise en fonctionnement de ce système.</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : L'exploitant veillera, dans un délai de 8 jours, à être en possession de tous les dispositifs fermant l'accès à la zone « station d'épuration ».</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classée, avant le 31 décembre 2009, une consigne définissant l'entretien préventif et la mise en fonctionnement du système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.</p>		
AP 29/12/2008 Article 5.1.6	Déchets – Transport	Déjà signalé : non
<p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste à jour des transporteurs utilisés.</p> <p>On observe par ailleurs que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de bordereaux de suivi de déchets complétés par l'éliminateur après élimination, dont il a déclaré qu'ils sont archivés au siège de la société TOTAL France.</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : L'exploitant établira une liste à jour des transporteurs utilisés et la transmettra à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2009.</p> <p>Par ailleurs, il veillera à mettre à disposition sur le site les bordereaux de suivi de déchets complétés par l'éliminateur après élimination et transmettra à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2009 copie des bordereaux reçus pour l'année 2009.</p>		
AP 29/12/2008 Article 7.4.6.1	Contenu du permis de travail, de feu	Déjà signalé : non
<p>Les plans de prévention font office de permis de travail. Il n'est pas délivré, par les personnels du site, de permis particulier pour les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple). Le plan de prévention ne précise pas le type de matériel pouvant être utilisé.</p> <p>On observe par ailleurs que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'habilitation d'entreprises de sous-traitance ou de services extérieurs à l'établissement, déclarant qu'il s'agit de contrats nationaux</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : Le plan de prévention doit être complété par le type de matériel pouvant être utilisé avant le 31 décembre 2009. A défaut de modification du document type, ces informations pourront être précisées manuellement comme commentaire.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant veillera à mettre à disposition avant le 31 décembre 2009 sur le site les habilitations des entreprises extérieures susceptibles d'y intervenir.</p>		
AP 29/12/2008 Article 7.7.1	Moyens d'intervention en cas d'accident Définition générale des moyens	Déjà signalé : non
<p>Il n'a pas été établi de plan de sécurité en liaison avec les services d'incendie et de secours.</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : L'exploitant contactera les services d'incendie et de secours dans l'objectif de l'établissement d'un plan de sécurité et en justifiera auprès de l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2009.</p>		

AP 29/12/2008 Article 7.7.3	Ressources en eau et mousse	Déjà signalé : non
<p>Le site est équipé de 2 poteaux d'incendie, dont l'exploitant a déclaré qu'ils délivrent chacun un débit de 60 m³/h, sans pouvoir cependant le justifier, et pour lesquels il n'a pas été en mesure de présenter les attestations de conformité.</p> <p>Par ailleurs, l'aire de distribution comprenant 12 distributeurs multi-produits pour véhicules légers n'est pas équipée d'une réserve de produits absorbants. On note cependant qu'une commande de 2x35 kg de sable a été faite à la société CASTRES – ce qui paraît encore insuffisant.</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les attestations de conformité des poteaux incendie et les justificatifs de leur débit avant le 31 décembre 2009.</p> <p>Par ailleurs, il équipera avant le 31 décembre 2009 l'aire de distribution qui n'en est pas encore dotée d'une réserve de produits absorbants en quantité adaptée au risque avec un minimum de 100 litres, protégée des intempéries et munie d'une pelle de projection.</p>		

OBSERVATIONS

AP 29/12/2008 Article 3.1.5	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques	Déjà signalé : non
<p>Sur le site sont utilisés une chambre froide, une climatisation et une vitrine réfrigérée utilisant du R22. Nous rappelons qu'en application du règlement n° 2037/2000 du 29 juin 2000, le R22 sera interdit à la vente à compter du 1^{er} janvier 2010. La maintenance des installations ne sera ensuite assurée qu'avec des produits recyclés, et ce jusqu'en 2015.</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : Nous demandons à l'exploitant de présenter les moyens de maintenance de ces installations ainsi qu'un échéancier afin d'envisager le remplacement de ces installations.</p>		
AP 29/12/2008 Article 3.2.3	Prévention de la pollution atmosphérique Contrôle des rejets	Déjà signalé : non
<p>Il n'a pas encore été effectué de contrôle des rejets atmosphériques des chaudières et du groupe électrogène.</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : Ce contrôle doit être effectué avant le 16 janvier 2012.</p>		
AP 29/12/2008 Article 4.1.1	Origine des approvisionnements en eau	Déjà signalé : non
<p>La consommation d'eau entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2009 représente 78 % de la consommation maximale annuelle.</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées dans le courant du mois de janvier 2010 la consommation totale de l'année 2009.</p>		
AP 29/12/2008 Article 4.3.5	Protection des milieux aquatiques Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Déjà signalé : non
<p>On note que quelques paramètres sont suivis sur les rejets d'eau, dont le pH. En revanche, la température ne semble pas être suivie.</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : Nous suggérons à l'exploitant de relever la température des rejets lors du suivi.</p>		
AP 29/12/2008 Article 4.3.7	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Déjà signalé : non
<p>Le dernier entretien de déboureur-déshuileur dont il a été justifié : date du 10 février 2009.</p> <p style="text-align: center;">--ooOoo--</p> <p><u>Relevé de décision</u> : Un nouvel entretien des déboueurs-déshuileurs doit être réalisé pour le 31 décembre 2009.</p>		

AP 29/12/2008 Article 4.3.10	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Déjà signalé : non
Deux résultats de prélèvements ponctuels ont été consultés. Il ne semble pas qu'il ait été réalisé de bilan du 24 heures. --ooOoo-- <u>Relevé de décision</u> : Deux prélèvements ponctuels supplémentaires et un bilan sur 24 heures doivent être réalisés pour le 31 décembre 2009 .		
AP 29/12/2008 Article 5.1.4	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Déjà signalé : non
Il n'a pas pu être présenté d'autorisation des installations d'élimination. --ooOoo-- <u>Relevé de décision</u> : Nous suggérons à l'exploitant de se procurer copie des arrêtés préfectoraux d'autorisation des installations utilisées pour l'élimination des déchets pour le 31 décembre 2009 et de transmettre celui concernant la société VIDAM à VILLERS BRETONNEUX à l'inspection des installations classées.		
AP 29/12/2008 Article 6.2.3	Contrôle des niveaux sonores	Déjà signalé : non
Il n'a pas encore été effectué de contrôle des niveaux sonores. --ooOoo-- <u>Relevé de décision</u> : Ce contrôle doit être effectué avant le 16 janvier 2014 .		

PROJET PREMIER
Immeuble DIAMANT « B »
92970 PARIS LA DEFENSE CEDEX

PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME
Service des Etablissements classés
7 Place Madeleine
76000 ROUEN

RECOMMANDE A.R.

Le 16 juillet 1996

Dossier suivi par M. Bernard ROYER
Téléphone : (1) 41 35 57 30.

OBJET : Relais de BOSC MESNIL
Aire de Bosc Mesnil Autoroute A28
76680 BOSC MESNIL

Monsieur le Préfet ,

Nous soussignés TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION S.A. , siège social : 51 Esplanade du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX agissant en qualité de Chef du Service Travaux , et conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement , et aux modalités du décret d'application n° 77 - 1133 du 21 septembre 1977 modifié par décret du 7 juillet 1992 ,

avons l'honneur de porter à votre connaissance que nous installons sur la commune citée en objet, comme indiqué sur le plan ci-joint , une station de distribution de carburant liquéfiés (GPL) destinée à l'alimentation des véhicules routiers.

DESCRIPTION DE L'INSTALLATION

L'installation projetée consiste en :

- stockage :

- ♦ 1 réservoir aérien de capacité en eau de 12.000 litres, pouvant contenir 5 tonnes de gaz de pétrole liquéfiés .

Il est construit conformément à la réglementation en vigueur des appareils à pression de gaz (décret du 18 janvier 1943 et arrêtés subséquents).

Ces réservoirs sont soit installés sur une dalle béton dans le cas d'un réservoir aérien, soit enfouis dans une fosse maçonnée et fixés sur une dalle béton , dans le cas d'un réservoir enterré.

- Distributeur :

- ♦ Carburant GPL :Distribution libre service avec surveillance
1 Distributeur simple produit débit 2.4 m3/h

- Remplissage des véhicules :

- ♦ Le robinet d'extrémité du flexible doit être muni d'un dispositif automatique qui interdit le débit si celui-ci n'est pas raccordé à l'orifice de remplissage du véhicule.
- ♦ Un bouton poussoir dit « homme mort » complétera l'installation empêchant en cas de malaise du client la distribution de produit.
- ♦ le flexible sera muni à une extrémité :

- ⇒ d'un point faible ou d'un raccord séparable destiné à se rompre ou à se détacher en cas de traction anormale sur le flexible.
- ⇒ de dispositifs d'obturation automatique placés de part et d'autre de ce point faible ou de ce raccord interrompant tout débit liquide ou gazeux en cas de rupture.

- Tuyauteries

Elles seront réalisées en tube acier étiré sans soudure qualité gaz tarif 3 . une épreuve hydraulique à 30 bars sera effectuée après montage pour en contrôler la résistance mécanique. Une épreuve d'étanchéité GPL gazeux à 3 bars complétera ce contrôle.

- Remplissage du réservoir de stockage :

Il sera livré par camion-citerne.

Le raccordement liquide sera effectué au moyen du flexible réglementaire à la pompe de dépotage du camion.

Le camion avitailleur stationnera à l'emplacement prévu au plan.

L'opération d'emplissage sera protégée par la mise en place :

- ♦ de panneaux mobiles « défense de fumer »
- ♦ d'extincteur à poudre
- ♦ du câble de mise à la terre du camion qui sera raccordé à la prise de terre.

L'installation sera dotée de moyen de lutte contre l'incendie approprié aux risques

Les prescriptions que doit observer l'usager seront affichées au niveau de l'îlot de distribution , ainsi que les consignes de sécurité spécifiques à la distribution du GPL.

L'installation électrique comporte un dispositif de coupure permettant en cas d'incident , d'interrompre l'ensemble du circuit électrique.

Nous joignons à la présente un plan N°58180/04-50 E représentant notre installation conforme à la réglementation en vigueur.

Nous vous serions obligés de bien vouloir nous adresser le récépissé de la présente déclaration.

Nous vous prions d'agréer Monsieur le Préfet , l'expression de nos salutations distinguées.

Le Chef du Service Travaux



P.J. : - Plans N°58180/04-50 E
- Note technique.

NOTE TECHNIQUE

1 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les moyens de lutte contre l'incendie seront dans l'ordre de leurs possibilité d'intervention :

1.1. EXTINCTEURS

2 extincteurs du type « feu de gaz » à poudre (9kg) accrochés sur la clôture grillagée du stockage.

1.2. POSTE D'EAU

A proximité

1.3. PERSONNEL : EQUIPEMENT DE SECURITE

Matériel : Extincteurs de différentes capacités.

1.4. MOYENS EXTERIEURS

Pompiers :

Les mesures de sécurité prévues en ce qui concerne l'accès du stockage sont :

- Portes s'ouvrant sur l'extérieur
- voies de service
- clés disposées sous verre dormant

2 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE ET LES COURANTS DE CIRCULATION

- Les réservoirs de stockage seront protégés par une prise de terre d'une résistance inférieure ou égale à 100 ohms.
- La continuité électrique des canalisations sera assurée par shunts à chaque raccordement à brides.

3 - AUCUN MATERIEL ELECTRIQUE NON « A D F » NE SE TROUVERA DANS LA ZONE DE SECURITE.

4 - CONSIGNES DE SECURITE

Ces consignes de sécurité seront affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'appareil de distribution et concerneront notamment :

- l'interdiction de fumer
- l'obligation d'arrêter le moteur.

DECLARATION D'EXISTENCE

(article 35 du décret du 21 septembre 1977 modifié)

Identité du Pétitionnaire	
Personne physique	Personne morale
Nom :	Raison sociale :
Prénom :
	Forme juridique :
Domicile :	Adresse Siège Sociale :
.....
.....
.....	Nom et Qualité du signataire :

Lieu de l'installation :

Relais du Bosc Nesnil A28 76680 Bosc Nesnil

Type de stockages :

. VRAC – capacité de stockage : Kg
 . GPL C – capacité de stockage : 5793 Kg
 . BOUTEILLES – stock de base bouteilles : Kg

TOTAL

Installation relevant maintenant de la rubrique 1412 supérieure à 6 t. mais inférieure à 50 t.

Fait à, le

Cachet et Signature

CL/SM
N° 2839
Bureau de la Réglementation
et de l'Environnement

SOUS-PRÉFECTURE DE DIEPPE

Installations classées pour la
protection de l'environnement soumises
à déclaration

Affaire suivie par :

Tél : 35/06.30.22

photocopie

ETC-78180-0032-2

RECEPISSE

Le PREFET de la Région de Haute-Normandie
PREFET de la SEINE-MARITIME
Chevalier de la Légion d'Honneur,

V U :

- la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée ;
- la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- le décret du 8 août 1996 nommant M. Dominique VARANGOT, Sous-Préfet de DIEPPE ;
- l'arrêté préfectoral de délégation n° 96-76 du 26 août 1996 donnant délégation à M. Dominique VARANGOT, Sous-Préfet de DIEPPE ;

CERTIFIE :

Avoir reçu une déclaration du 16 juillet 1996 de la S.A. TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION - 51, Esplanade du Gal de Gaulle - La Défense 10 - 02907 PARIS LA DEFENSE Cédex concernant l'exploitation d'une station de distribution de carburant liquéfié (G.P.L.) à BOSC-MESNIL (Aire de Bosc-Mesnil - autoroute A28).

- 1 réservoir aérien de 5 tonnes de G.P.L.,
- 1 distributeur de 2,4 m³/h

L'exploitant ne pourra exercer son activité que si celle-ci est compatible avec les dispositions d'urbanisme (P.O.S-R.N.U.). A cet effet, il demandera au Maire du lieu d'implantation la confirmation écrite de cette compatibilité.

L'aménagement et l'exploitation
de cette installation devront être
conformes aux prescriptions type
n°s 211, 1414

DIEPPE, le 30 OCT. 1996
Pour le PREFET et par délégation,
Le SOUS-PREFET de DIEPPE,

IMPORTANT : La délivrance du présent récépissé ne dispense pas son bénéficiaire de se conformer aux autres dispositions réglementaires éventuellement applicables à l'activité en cause.

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

G. MOULIN